

Servir ou se servir ?

A propos du Sierra Leone

« La politique n'est plus un moyen d'accéder au pouvoir pour servir le peuple et l'État ; c'est un moyen rapide pour devenir riche. Et comme cette profession ne semble requérir qu'une formation intellectuelle minimale, le nombre des politiciens professionnels est en constante augmentation. Souvent, ils viennent de milieux sociaux très divers, de différentes régions, de différentes tribus. De ce ce fait, la plupart des crises politiques ne sont que des conflits personnels entre ces professionnels... » (1).

LES partis nationalistes qui, à l'indépendance, devinrent les partis au pouvoir, étaient par essence des rassemblements disparates d'élites accompagnées de leurs fidèles respectifs. Peu après l'indépendance (et même avant, dans certains pays africains) cette hétérogénéité a provoqué des clivages au sein des équipes dirigeantes. Ces clivages avaient des origines diverses (différences idéologiques, ethniques, conflits de personnes). En réalité, nous n'assistons qu'à des variations autour d'une même cause fondamentale : les élites rivalisent avant tout pour conquérir et conserver une position de puissance et d'influence dans le gouvernement et le parti ; le conflit porte sur le partage du pouvoir politique et repose sur des clivages factionnels ou personnels.

(1) T.R. Kanza, « The Problems of the Congo », *African Affairs*, 67 (266), 1968, p. 59.

Fonctions politiques et intérêt personnel

Les fonctions politiques, gouvernementales et partisans, sont ardemment recherchées, tant au niveau local que central, car elles assurent la participation à la prise de décision, au partage des bénéfices du pouvoir, à la distribution des ressources rares comme les marchés publics, les prêts bancaires, les emplois, les licences commerciales ; elles sont donc l'occasion de profits matériels pour les leaders politiques. La recherche de l'argent et des satisfactions personnelles constitue une motivation fondamentale qui doit être soulignée, comme l'ont fait, pour le Nigeria, G. Williams et T. Turner : la politique, c'est « *le lieu d'acquisition de la fortune et du prestige, du pouvoir de distribuer des avantages sous la forme d'emplois, de marchés, de bourses, de dons en espèces, etc., à des parents et à des amis politiques (...)* » (2).

« Jouir du pouvoir »

Dès la période coloniale, dans des territoires comme la Côte-de-l'Or et la Nigeria, beaucoup envisageaient la politique comme une entreprise strictement commerciale ; le service public était souvent conçu comme une officine privée : « *Un candidat élu au Parlement pouvait facilement quintupler ses revenus et accéder aux moyens permettant de subvenir aux besoins et aux désirs de la famille élargie* » (3). Après l'indépendance, à tous les niveaux de l'appareil partisan et gouvernemental, tant local que national, les élites du pouvoir ont trouvé avantages et bénéfices pour eux-mêmes et leurs groupes clients. Dans quelques États africains, les dirigeants politiques ont été particulièrement corrompus et cupides ; mais à travers toute l'Afrique subsaharienne, les fonctions politiques et ministérielles ont servi de tremplin à des individus pour rehausser leur position sociale et accroître leurs profits matériels.

Les motivations de ces pratiques du partage des dépouilles sont variées. Le souvenir des privations subies par la classe politique pendant la période coloniale constitue incontestablement un facteur important ; l'accès au pouvoir politique est à cet égard perçu comme le moyen de surmonter les frustrations subies du temps du colonialisme et d'accéder aux fruits jusqu'alors défendus. Un autre facteur se trouve dans le climat d'insécurité politique où vivent, depuis l'indépendance, les aspirants au pouvoir. Le problème est que le nombre des fonctions politiques susceptibles de satisfaire de multiples prétendants (fonctions ministérielles, partisans, parlementaires, chefferies traditionnelles et administration locale) est limité ; la compétition est donc ardente et

(2) in J. Dunn (éd.), *West African States, Failure and Promise*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, p. 133.

(3) W.-J. Foltz, « Political Opposition in Single Party States of Tropical Africa », in R.A. Dahl (éd.), *Regimes and Opposition*, New Haven, 1973, p. 148.

parfois implacable. Les exemples de cette intensité sont légion dans la classe dirigeante africaine contemporaine. Tous les partis ont connu ces tensions internes, provoquant à l'occasion des troubles sérieux lorsque des élites rivales s'affrontent pour acquérir ou conserver les quelques fonctions disponibles, comme en Zambie, lors de l'élection des 15 membres du Comité central de l'United National Independence Party (UNIP) en août 1967. L'unité du parti et la stabilité politique furent sérieusement menacées en raison des rivalités entre factions. Celles-ci ont de même constamment agité le parti unique kenyan, le KANU, au niveau local, mais aussi au niveau national (4).

Toutefois, en dépit de ces conflits de factions au sein du parti au pouvoir, un trait remarquable de la politique africaine est à noter : la cohésion relative du groupe dirigeant pour maintenir la stabilité du pouvoir. Ce groupe s'avère capable d'intégrer dans le cercle dirigeant les différentes élites et par conséquent d'accroître la cohésion politique globale, toutes les élites agissant à l'intérieur du parti et du gouvernement. Cette cohésion peut être le résultat d'un calcul d'intérêt à court terme : les élites rejoignent la coalition dirigeante à cause des emplois, des prêts, des marchés, de l'aide économique qu'elles reçoivent en échange ou qui leur sont promis. A l'occasion, le maintien de la cohésion ne tient pas seulement aux avantages matériels ; l'idéologie peut unir les élites. Mais en Afrique, la doctrine a rarement constitué une force unificatrice. Le plus souvent, l'intégration a surtout été le produit des mécanismes de patronage et du partage des dépouilles : « *nombreux sont ceux qui ont rejoint le parti gouvernemental uniquement pour profiter des fruits du gouvernement et n'ont pour programme que leur propre avancement* » (5). Pourtant la rareté des dépouilles fait que la cohésion demeure toujours fragile.

Ainsi la compétition s'est parfois déroulée entre membres de partis politiques rivaux luttant pour contrôler le pouvoir central. Les hommes politiques de l'opposition, comme ceux du parti au pouvoir, cherchent à occuper les fonctions politiques qui permettent de défendre les intérêts personnels et de réaliser une accumulation personnelle. La politique des élites en Afrique tourne autour du désir d'accaparer certains postes et de s'y cramponner le plus fermement possible. Les tentations du pouvoir sont grandes et, si certains leaders sont réputés pour leur esprit de sacrifice et leur austérité, il n'en demeure pas moins que la plupart des hommes politiques d'Afrique noire se caractérisent par l'usage qu'ils font des fonctions politiques à des fins d'enrichissement personnel. Comme le disait le Dr Busia, lorsqu'il était Premier ministre du Ghana : « *Il n'y a pas le moindre honnête homme dans mon*

(4) Voir W. Tordoff (ed.), *Politics in Zambia*, Manchester, Manchester University Press, 1974, et C. Gertz, *The Politics of Independent Kenya 1963-1968*, Londres,

Heinemann, 1970.

(5) D.-C. O'Brien, « Political Opposition in Senegal : 1960-1967 », *Government and Opposition*, 2, (4), 1967, p. 148.

cabinet » ; et « *au Zaïre tout s'achète* » (6), disait pour sa part le président Mobutu. Même dans les rares pays où le gouvernement a essayé de réduire l'accumulation privée (par des procédés tels que les *Codes du leadership* comme en Tanzanie et en Zambie), la mentalité de « l'enrichissez-vous », quoique contrôlée, a subsisté. Et même des pays radicaux, comme la Guinée, connaissent « *un mélange schizophrénique de corruption personnelle et de militantisme socialiste* » (7).

Des clivages manipulés

La compétition entre rivaux politiques est une compétition organisée. Pour promouvoir leurs intérêts et combattre ceux de leurs opposants, les aspirants politiciens cherchent un appui dans les institutions locales (administrations urbaines et rurales, coopératives...) ainsi que dans les syndicats, les entreprises publiques, l'armée. Dans la plupart des pays africains, on peut observer des réseaux d'alliance unissant les politiciens (dans les différents niveaux du système politique) à leurs fidèles (dans les différents groupes sociaux, les différentes régions). Ces réseaux peuvent être mobilisés dans les luttes pour le pouvoir.

Divers groupements sont ainsi politisés en fonction des ressources politiques qu'ils contrôlent et qui peuvent être récupérées pour accroître l'influence ou la puissance de ceux qui s'affrontent. Au Kenya, par exemple, le mouvement syndical constitue un réseau préétabli, pluriethnique, couvrant tout le pays et donnant à celui qui le contrôle un pouvoir considérable sur une fraction importante, quantitativement et qualitativement, de la population (8). L'intervention dans la vie politique locale répond aux mêmes préoccupations de la lutte entre factions.

Ces réseaux d'alliance peuvent prendre la forme du patronage, de relation de réciprocité. Les hommes politiques fournissent ou s'engagent à fournir une aide matérielle ou d'une autre nature. Ceux qui occupent des positions de pouvoir doivent être à même de distribuer des biens et des services à des clients afin d'obtenir et de conserver leur soutien. Leurs rivaux, tant dans le parti que dans l'opposition, ont un accès plus limité aux ressources matérielles, mais ils peuvent rassembler des soutiens à base de promesses de patronage futur. Les dividendes non matériels ne sont pas

(6) R. First, *The Barrel of a Gun. Political Power in Africa and the Coup d'État*, Harmondsworth, London, Allen Lane, Penguin Press, 1970, p. 102 ; voir aussi R. Jeffries, *Class, Power and Ideology in Ghana: the Railwaymen of Sekondi-Takoradi*, Cambridge, Cambridge University Press, 1978, p. 125 ; V.-T. Le Vine, *Political Corruption: The Ghana Case*, Stanford, 1975, et T. Turner, « Mobutu's Zaïre: Permanently on the Verge of Collapse ? », *Current History*, 80 (464), 1981,

p. 125.

(7) R.-W. Johnson, « Guinea » in J. Dunn (ed.), *op. cit.*, p. 50.

(8) Voir R. Sandbrook, « Patrons, Clients and Factions ; New Dimensions of Conflict Analysis in Africa », *Canadian Journal of Political Science*, 5 (1) 1972, p. 104-119, et « Patrons, Clients and Unions : The Labour Movement and Political Conflict in Kenya », *Journal of Commonwealth Political Studies* 10 (1), 1972, p. 5.

négligeables ; les leaders politiques essaient d'aider leurs clients à trouver et conserver un emploi dans les associations et les municipalités. Là encore, ceux qui sont au pouvoir sont les mieux placés. Les prestations des clients sont plus intangibles : ce sont des manifestations d'allégeance et d'estime, des informations sur les manœuvres des ennemis du patron, le soutien partisan, notamment en période d'élection. M. Owusu a très bien montré comment, au Ghana, statut, emplois et bénéfiques matériels associent dirigeants et dirigés (9).

Une autre technique utilisée par les hommes politiques pour assurer leur carrière réside dans la manipulation délibérée des clivages culturels et ethniques, du sectionnalisme au sein des masses. Une symbiose s'établit entre le politicien, qui cherche à améliorer sa position, et ses « gens », qui redoutent la domination (économique ou politique) d'un groupe culturellement différent et qui est supposé être organisé et agir dans ce but.

Il n'est pas surprenant, dans le contexte de pluralisme culturel qui prévaut généralement en Afrique, que l'argument ethnique ait rencontré un écho particulier au sein des masses. La plupart des politiciens y ont recours pour s'assurer une base politique, alors même qu'ils dénoncent publiquement le tribalisme dans les termes les plus vigoureux. Les aspirants politiciens se définissent en tant que défenseurs d'intérêts locaux et, pour rassembler les soutiens nécessaires à la promotion de leurs intérêts personnels, ils recourent à la démagogie tribaliste et/ou à la promesse d'avantages ou de récompenses à ceux qui appartiennent au même groupe ethnique qu'eux. Les exemples de cette utilisation sont innombrables. Nous avons déjà évoqué le cas de l'UNIP en 1967, au sein de laquelle les leaders avaient suscité des conflits sectionnalistes. Molteno rappelle que ceux-ci avaient pour objet les fonctions politiques (et donc les prébendes qui leur sont liées) mais qu'ils étaient exprimés en termes sectionnalistes, chaque leader invoquant une identité particulariste en jouant sur les sentiments de ses fidèles (10).

Il convient de préciser ici certains points relatifs à la notion de tribalisme. D'abord, l'existence dans un même pays de divers groupes ethniques n'implique pas nécessairement l'éclatement de conflits ethniques. Le tribalisme n'est pas une forme de loyalisme ou d'identité créant, par elle-même, un conflit politique, mais une forme de loyalisme ou d'identité qui peut être politiquement utilisée quand des conditions spécifiques sont réunies. Ce sont les conflits entre politiciens rivaux pour la conquête du pouvoir et des ressources économiques qui produisent le tribalisme, plutôt que l'inverse. Le tribalisme, c'est « le canal par lequel d'autres

(9) M. Owusu, « Politics in Swedru », in D. Austin et R. Luckham (eds), *Politicians and Soldiers in Ghana : 1966-1972*, Londres, F. Cass, 1975, p. 239, et *Uses and Abuses of Political Power : A Case Study of Continuity and Change in the*

Politics of Ghana, Chicago, University of Chicago Press, 1970.

(10) R. Molteno : « Cleavage and Conflict in Zambian Politics : a Study in Sectionalism », in W. Tordoff (ed.), *op. cit.*, p. 62-106.

intérêts sont révélés », ainsi que le rappelait H. Wolpe dans son étude sur Port-Harcourt. Le clivage entre groupes ibo et non ibo passait non par des différences culturelles ou linguistiques, mais par le combat pour le contrôle de Port-Harcourt et des importantes ressources économiques de la ville. Le tribalisme était, pour certains, une arme susceptible de servir leur carrière politique (11).

En fait, tout individu connaît de multiples formes d'identification sociale : l'ethnie, le clan, la religion, le statut économique, etc. Ces formes d'identification sont plus ou moins vécues par l'individu suivant les problèmes auxquels il est confronté. Elles influencent donc le comportement politique. Lorsque les leaders s'affrontent au niveau national, ils font appel au loyalisme ethnique ou provincial. Lorsque le champ politique est une circonscription où qu'il n'y a qu'une ethnie, ils font appel à des loyalismes plus étroitement définis : chefferies, clans, et ainsi de suite...

Dans leur tentative pour mobiliser un soutien populaire, certains régimes africains ont entrepris une soi-disant « révolution culturelle » qui se résume en fait à des décrets supprimant les pratiques et les influences étrangères. Inspirée en partie par le président Mobutu au Zaïre, cette tactique a été utilisée pour redorer le blason de partis dirigeants sur le déclin ; au Tchad, par exemple, à la fin du régime Tombalbaye, celui-ci essaya ainsi de se redonner une image nationaliste et radicale (12). Ailleurs, des leaders politiques ont eu recours à la xénophobie pour restaurer le prestige chancelant de leur régime. Ainsi, les tracasseries imposées aux Indo-Pakistanaïses en Afrique orientale (13). La campagne du président Amin en Ouganda contre la communauté détestée des Indo-Pakistanaïses, en 1971-72, était destinée à créer les conditions d'un soutien collectif au régime. Leur expulsion fut favorablement accueillie par la population africaine et contribua à élargir la base populaire d'Amin et à consolider sa position politique.

Le soutien populaire a ainsi été recherché par le biais d'attaques contre les Africains étrangers. Un gouvernement aux abois est généralement assuré d'un bref répit s'il expulse un nombre symbolique de Dahoméens, de Togolais ou d'Ibos. En 1970, le gouvernement Busia, pour essayer de se maintenir, adopta de la sorte une réglementation qui expulsait quelque cent mille étrangers vivant et travaillant traditionnellement au Ghana.

L'opposition éliminée

Les possibilités d'une compétition organisée entre politiciens ont fait long feu un peu partout dans l'Afrique postcoloniale.

(11) W. Wolpe, *Urban Politics in Nigeria: A study of Port Harcourt*, Berkeley, 1974, p. 232-233 ; R.-L. Sklar, « Political Science and National Integration: A radical Approach » *Journal of Modern African Studies* 5 (1), 1967, p. 1-11 ; T.R. Kanza, *op. cit.*

(12) S. Decalo, « Regionalism, Political Decay and Civil Strife in Chad », *Journal of Modern African Studies*, 18 (1) 1980, p. 48.

(13) S. Naipaul, *North of South: An African Journey*, Londres, 1978, p. 77.

Dans un État après l'autre, ceux qui contrôlaient le gouvernement ont utilisé la puissance publique pour assurer l'hégémonie politique du régime naissant. Toute la panoplie du pouvoir d'État a été mobilisée pour faire pression sur les éléments d'opposition. Les membres du parti au pouvoir ont eu recours à divers moyens pour barrer leurs rivaux et fausser la compétition politique. Les pratiques du bourrage des urnes et d'autres formes de fraude électorale, la coercition, l'intimidation, l'emprisonnement des opposants ont été largement pratiqués à travers l'Afrique, tout comme la liquidation périodique d'adversaires. Le Tchad fournit une illustration particulièrement tragique de la manière dont le parti au pouvoir affirme sa domination politique : la découverte de divers complots, tantôt réels, tantôt imaginaires, et les vagues d'arrestations qui s'en suivaient ont été un moyen privilégié pour intimider, décimer, puis éliminer l'opposition, notamment avec la liquidation physique de prisonniers politiques détenus. Quoique bien moins meurtrier, le cas du Cameroun n'est pas très différent ; le président Ahidjo a établi la dictature du parti unique en brisant et en supprimant l'opposition autant que par l'abolition moins violente d'autres groupes par le parti dirigeant. Pour le Sénégal, où dans les années soixante l'opposition fut à la fois supprimée et intégrée à l'UPS, il est intéressant de noter que les opposants ont été réconciliés avec le gouvernement par des récompenses matérielles : « *la tentation des fruits du régime (...) s'avéra irrésistible pour presque tous...* » (14). Mais quelle que soit la méthode employée, dans pratiquement tous les pays africains, la compétition entre partis a été soit supprimée (les partis d'opposition étant interdits ou stérilisés), soit rigoureusement étouffée ou faussée.

Mais, bien entendu, l'abolition des partis d'opposition ne signifiait pas la fin des affrontements politiques. Les antagonismes politiques relatifs à la distribution du pouvoir et des ressources économiques se manifestent désormais à l'intérieur du parti unique. Dans leur quête du pouvoir et de la richesse, les rivaux politiques continuent la manipulation aussi bien des réseaux de patronage que des liens ou des identités sectionnalistes ; c'est ce que montre l'examen des conflits politiques au Sierra Leone.

La perversion politique au Sierra Leone

Au Sierra Leone, deux partis rivalisaient au niveau national, le *All-People's Congress* (APC) et le *Sierra Leone People's Party* (SLPP). Le SLPP gouverna de l'indépendance (1961) jusqu'en 1967. Aux élections générales de 1967, l'APC obtint la majorité ; c'était, en Afrique, le premier changement de gouvernement pro-

(14) Sur ces points, voir S. Decalo, *op. cit.*, p. 38 ; J.-F. Bayart, *L'État au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation natio-

nale des sciences politiques, 1979 ; D.-C. O'Brien, *op. cit.*, p. 561.

voqué par une élection. L'intervention de l'armée empêcha cependant un transfert pacifique du pouvoir. Cette intervention dura 13 mois, d'où sortit, en 1968, le nouveau gouvernement APC. L'APC gouverna jusqu'aux élections générales de la mi-1973. Les activistes de l'APC empêchèrent alors la candidature des membres du SLPP, mettant fin au système compétitif et créant un État à parti unique de fait. En 1977, après que l'APC eut une fois encore empêché les candidatures SLPP et organisé un référendum truqué, un État à parti unique fut établi *de jure*.

Les dirigeants de l'APC, comme ceux du SLPP, ont employé diverses méthodes pour rester au pouvoir. Dans un système bipartisan, cela signifiait d'abord remporter les élections générales. A cet effet, intervenaient deux éléments. D'une part, le parti au pouvoir devait préserver son unité et s'appuyer sur le patronage politique ; dans cette perspective, les dirigeants du parti distribuaient prébendes et services aux fonctionnaires du parti et aux fractions de l'électorat qui les appuyaient. D'autre part, diverses méthodes, dont la fraude électorale, ont été utilisées pour affaiblir l'opposition. Les partisans de celle-ci ont été harcelés, menacés, emprisonnés, ou même tués ; de nouveaux partis d'opposition ont été étouffés à leur naissance, ceci dès 1961, mais la répression s'est intensifiée sous le gouvernement de l'APC, et c'est dans les années soixante-dix que toute forme de compétition ouverte et d'opposition organisée a été interdite.

Tous ceux qui ont eu le pouvoir ont lutté avec acharnement pour y rester. La plupart des politiciens n'avaient guère de fortune ni de biens lorsqu'ils ont accédé au pouvoir. Mais celui-ci leur a ouvert la route de la fortune personnelle, dont c'était la voie royale. Bon nombre de ces politiciens ont été notoirement corrompus une fois au pouvoir ; une commission d'enquête prouva que les principaux membres du SLPP, y compris le Premier ministre, Sir Albert Margai, étaient engagés dans des opérations de corruption. Pendant les trois années de son gouvernement, Sir Albert augmenta d'au moins 200 000 Livres Sterling ses revenus légaux, et il fut condamné à reverser à l'État la somme totale de 771 037 Livres. Les comptes en banque des ministres et responsables de l'APC se sont de même gonflés des largesses gouvernementales, et depuis sa prise du pouvoir en 1968, le président Siaka Stevens est devenu immensément riche (15).

Le réseau principal : les chefferies

Pour défendre leurs intérêts, les responsables des deux principaux partis, notamment pendant la période de compétition (jusqu'en 1973), ont essayé de former des coalitions et des alliances avec différentes organisations dans tout le Sierra Leone. Le

(15) Voir C. Allen, « Sierra Leone », in J. Dunn (ed.), *op. cit.*, p. 196-105.

principal réseau est celui qui liait les partis nationaux aux chefferies (16). Le Sierra Leone est organisé au niveau local en 148 chefferies autonomes, constituant le centre principal d'allégeance pour l'essentiel d'une population qui vit à 89 % dans des chefferies. Qui contrôle les chefferies dispose d'un pouvoir réel sur une masse importante de la population adulte du pays.

La chefferie est le cadre élémentaire de la compétition politique ; l'action politique y consiste avant tout à contrôler la fonction de *Paramount Chief*, en raison de ses privilèges et de ses retombées. Dans pratiquement toutes les chefferies, il y a au moins deux « maisons » prétendantes qui, vu le caractère rémunérateur de la fonction, s'affrontent en permanence. Les concurrents rivaux, appartenant à une strate numériquement restreinte, ont organisé des clientèles (parents, supporteurs) qui constituent des factions centrées avant tout sur les rivalités dynastiques (17).

Il y a une relation étroite entre les factions coutumières (*Chiefdom factions*) et les partis nationaux et ce, dès la formation de ceux-ci dans les années cinquante. Les premières s'affiliaient aux seconds à partir de considérations d'opportunité ; elles espéraient y trouver un soutien extérieur dans leur action politique locale, c'est-à-dire dans la lutte pour la fonction de chef. Réciproquement, les partis nationaux avaient besoin d'alliés dans les chefferies afin d'étendre leur influence et leurs soutiens, car, au Sierra Leone, les partis étaient des organisations faibles et fragiles, n'ayant guère de structures au niveau local ; ils courtisèrent donc les factions afin de se doter d'une base organisationnelle solide au niveau des communautés locales (18).

Jusqu'en 1967, le SLPP au pouvoir travailla avec les chefs suprêmes de tout le pays. Le parti au pouvoir étant allié aux chefs en place, l'opposition, comme l'APC, était plutôt liée aux factions coutumières d'opposition ou aux « exclus ». La politique d'alliance se poursuivit durant la période APC de 1968 à 1973, bien que les clivages aient été moins tranchés qu'auparavant, l'APC au pouvoir, tout comme le SLPP d'opposition, ayant l'un et l'autre des liens étroits aussi bien avec les chefs suprêmes qu'avec les factions des « exclus ». Après la fin de la compétition entre partis (1973), les alliances parti-factions coutumières ont subsisté : les secondes accordent un soutien (au moins nominal) à l'APC, mais sont plus exactement en relation avec les personnalités ou les groupes rivaux à l'intérieur du parti.

Bien entendu, la vie politique dans les chefferies était fortement influencée par le système politique central car les députés, les ministres, et même le Premier ministre prenaient parti dans les

(16) R. Tangri, « Central-Local Politics in Contemporary Sierra Leone », *African Affairs* 77 (307), 1978, p. 165-173.

(17) *Ibid.* et R. Tangri, « Paramount Chiefs and Central Government in Sierra Leone », *African Studies* 39 (2), 1980,

p. 183-195.

(18) W.-I. Barrows, *Grass-roots Politics in an African State : Integration and Development in Sierra Leone*, New York, London, Africana Pub. Co., 1976.

affrontements à l'intérieur des chefferies, et, par exemple, exerçaient des pressions par des moyens divers (corruption, coercition, menace) pour influencer l'élection du chef. De même, la déposition d'un chef suprême ou son maintien dépendaient du pouvoir central ; depuis l'indépendance, c'est le factionnalisme politique (comme le soutien du parti d'opposition) et non plus comme dans la période coloniale, l'incompétence administrative, qui motive la déposition de chefs. Jusqu'en 1967, les factions liées au SLPP parvenaient généralement à conserver le contrôle de la chefferie, et la déposition de chefs fidèles au parti au pouvoir était peu imaginable même lorsqu'ils étaient très impopulaires. Sous le gouvernement APC, jusqu'en 1973, il en sera à peu près de même, quoique de manière moins automatique. Dans les chefferies, les alliés du gouvernement bénéficiaient non seulement d'une assistance dans les affrontements politiques, mais aussi de ressources contrôlées par le centre, comme la construction de routes, l'adduction d'eau, les services médicaux, les prêts, etc. Réciproquement, au moment des élections, les partis s'en remettaient aux factions coutumières pour tout le travail d'organisation, à savoir la collecte de fonds, la conduite de la campagne électorale et l'obtention des votes. Dans ces conditions, la compétition entre partis s'exprimait en termes de conflits factionnels coutumiers, et la campagne électorale se déroulait suivant les clivages intérieurs à la chefferie, tandis que l'adhésion au parti était déterminée par l'appartenance à une faction coutumière (19). Les leaders de celle-ci la transformaient en « banque de votes », et la majorité des électeurs votait en fonction de leurs rapports avec cette faction plutôt qu'en fonction de quelque conviction personnelle.

Le sectionnalisme

Toutefois les partis politiques ont aussi exploité les différences ethniques ou régionales. Jusqu'en 1967, l'APC jouissait d'un large soutien dans le Nord, alors que le SLPP dominait dans le Sud. Les gens du Nord considéraient que leur région était de plus en plus négligée par le gouvernement SLPP. Celui-ci favorisait les zones mende du Sud qui étaient économiquement avantagées (investissements publics, travaux publics...). Ceci provoqua un sentiment de frustration régionale parmi les gens du Nord. L'APC sut exploiter cet état d'esprit, faire jouer le régionalisme, en promettant une redistribution des ressources publiques (20). Mais le SLPP mobilisa de même sa base régionaliste ; le Premier ministre Sir Albert Margai fit appel au sentiment ethnique avec une violence particulière, accusant « l'axe temne-créole » que constituait l'APC de vouloir « égorger les Mende » une fois au pouvoir (21).

(19) *Ibid.*, chapitres 5 et 6.

(20) J.-R. Cartwright, *Politics in Sierra Leone, 1947-1967*, Toronto, University of

Toronto Press, 1970.

(21) *Ibid.*, p. 248.

Mais, comme les élections se déroulaient au niveau local, l'identification se faisait sur la base d'allégeances sectionnalistes plus réduites ; les candidats SLPP et APC se présentaient dans leur circonscription d'origine et les clivages locaux (factions coutumières) servaient à structurer les soutiens.

Les alliances entre le centre et la base reposaient toutefois sur des considérations d'opportunité : le faible engagement partisan signifiait que la faction coutumière pouvait changer de partenaire lorsqu'elle estimait que ses intérêts locaux seraient mieux servis par une alliance avec un autre parti. La versatilité des liens partisans ne doit pas être exagérée, mais étant donné la faiblesse de la solidarité partisane, la politique nationale devint instable dès lors que les leaders des partis ne pouvaient guère compter sur leurs clients locaux. C'est parce qu'il redoutait la fragilité du SLPP que Sir Albert Margaï envisagea en 1966 l'établissement du parti unique. Son échec en ce domaine, aggravé par la défection de factions coutumières qui abandonnèrent, notamment dans le Sud, le SLPP, aboutit à la chute de son gouvernement aux élections de 1967. C'est pour éviter d'autres transferts d'allégeance, à la suite de heurts au sein de l'APC en 1970, que Siaka Stevens envisagea à son tour l'élimination des partis d'opposition et empêcha le SLPP de désigner des candidats aux législatives de 1973 et 1977.

Le complexe militaro-politique au Sierra Leone

Les interventions politiques de l'armée en Afrique subsaharienne ont souvent été expliquées par les insuffisances du gouvernement civil ; les militaires renverseraient des régimes civils corrompus, inefficaces, vénaux. Des recherches plus récentes ont cependant donné des analyses plus subtiles de la prise du pouvoir par l'armée. On a montré que, si les coups d'État résultent des conflits entre élites civiles, ils dérivent d'abord des relations entre élites civiles et militaires. Étudiant le coup d'État militaire au Sierra Leone, Thomas Cox montre que « *c'est dans le spectre complexe des interactions entre civils et militaires que se trouvent les véritables conditions préalables à l'intervention* » (22).

Comme ailleurs, les membres du premier parti dirigeant, le SLPP, étaient décidés à s'accrocher au pouvoir afin de protéger leurs intérêts personnels et leurs privilèges ; il leur fallait pour cela exercer un contrôle effectif sur l'armée, ce qui préoccupa notamment le Premier ministre, Sir Albert Margaï ; celui-ci était averti par les exemples nigérian et ghanéen de 1966, de la fragilité des régimes civils qui ne contrôlaient pas leur armée. Compte tenu de l'opposition naissante à sa politique interne et des risques d'opposition de sentiments antigouvernementaux au sein de l'armée, Sir Albert mit en place des mécanismes de contrôle en

(22) T.-S. Cox, *Civil-Military Relations Soldiers in Politics*, Cambridge (Mass), Harvard University Press, 1976, p. 18.

établissant des liens entre les membres du cercle dirigeant du SLPP et les officiers supérieurs. Il s'agissait de « renforcer les élites civiles et militaires, le commandant en chef jouant le rôle de pivot » (23). Celui-ci, David Lansana, fut intimement associé à la clique de Sir Albert au sein du SLPP, et les responsables du SLPP s'efforcèrent d'engager le plus d'officiers possible dans les rangs du parti. Les liens entre ces officiers et les responsables SLPP reposaient d'abord sur l'identité ethnique (mende) et régionale (District de Moyamba), complétée par des relations de famille étendue et la fréquentation des mêmes collèges. Cox montre comment le Premier ministre et le commandant en chef, soucieux de créer une armée contrôlée par les Mende, firent de l'appartenance tribale le critère fondamental de recrutement du corps des officiers, espérant ainsi « assurer pour l'avenir la maîtrise du SLPP sur l'armée » :

« Au niveau le plus élémentaire, la même identité ethnique et régionale permet de forger une alliance entre officiers et notables civils, dès lors que les Mende dominaient les échelons supérieurs des deux secteurs. Des relations clientélistes entre la « grande muette » (l'armée) et les hommes forts du pouvoir civil, facilitées à Freetown par le voisinage physique immédiat des casernes et du quartier des ministères, contribuèrent ainsi (...) à une forme de symbiose entre les deux élites, les officiers devant se réclamer de civils influents pour améliorer leur propre statut social et, indirectement, pour faire avancer leur propre carrière. Les politiciens, eux, avaient besoin de l'assurance que, au cas où ils ne jouiraient plus de la confiance populaire, l'armée, l'arme au poing, resterait à leur côté » (24).

L'échec du SLPP est illustré par les soulèvements militaires de 1967 qui constituent l'aboutissement de luttes pour le pouvoir à l'intérieur de l'armée, sur lesquelles se greffaient des conflits entre civils (25).

Le corps des officiers des *Royal Sierra Leone Military Forces* connaissait de sérieuses tensions liées à des considérations d'ethnies, de carrières, aggravées par des problèmes de personnes (26). Lansana s'opposait notamment à un groupe d'officiers comprenant John Bangura dont les sympathies allaient vers l'APC. Les divisions à l'intérieur de l'armée coïncidaient avec le clivage politique entre les deux partis (SLPP contre APC) mais aussi avec des clivages à l'intérieur du SLPP (pour ou contre Sir Albert). Chaque groupe était lié à une clique au sein de l'armée ; en d'autres termes, ces cliques étaient politisées.

(23) *Ibid.*, p. 60. L'africanisation des fonctions de commandement et d'État-Major avait été à peu près réalisée en 1964-65.

(24) *Ibid.*, p. 74 et 134-135.

(25) H.J. Fisher, « Elections and Coups in Sierra Leone, 1967 », *Journal of Modern African Studies* 7 (4), 1969, p. 611-636.

(26) T.-S. Cox, *op. cit.*, p. 86.

Après la défaite électorale du SLPP en mars 1967, il était évident que l'intervention de Lansana visait à sauver le groupe dirigé par Sir Albert. Quelques jours plus tard, un contre-coup, animé par des officiers anti-Lansana, installa sous le nom de Conseil de réformation nationale (NRC) un régime militaire. Ces soulèvements ne peuvent être valablement expliqués par des facteurs comme l'échec économique et la nature cupide et égoïste des politiciens. C'est peut-être là une « toile de fond » sur laquelle s'inscrivent ces interventions, mais la raison principale est que le général de brigade Lansana « se trouvait dans l'obligation, du fait de ses relations avec Sir Albert et le SLPP, de défendre le groupe dirigeant à tout prix » (27).

Un an plus tard, en avril 1968, le régime militaire fut renversé par un petit groupe d'adjudants et de sous-officiers agissant au nom des hommes de troupe, qui rétablit le régime civil. Cette mutinerie des hommes du rang résultait du grave mécontentement des petits gradés de l'armée, particulièrement négligés par le NRC.

Changement et continuité

Le nouveau gouvernement civil de l'APC, dirigé par Siaka Stevens fut à son tour préoccupé par le contrôle du pouvoir civil sur l'armée. Deux mois après son accession au pouvoir, Stevens, avait purgé le corps des officiers et sous-officiers de nombreux éléments supposés trop compromis avec quelques politiciens SLPP. La plupart des officiers révoqués étaient mende, car, du fait de leur appartenance tribale, ils semblaient potentiellement méfiants à l'égard du régime. Les officiers révoqués furent remplacés par des hommes du Nord appartenant à différentes tribus, essentiellement temne et limba. Stevens utilisa d'autres moyens, comme par exemple l'augmentation substantielle des dépenses militaires, la construction de nouvelles casernes, le remplacement des armes démodées.

Mais, comme dans les années soixante où la rivalité Lansana-Bangura avait abouti à diviser le corps des officiers, la rivalité entre John Bangura et Joseph Saidu Momoh fut à l'origine de nouveaux clivages au sein de l'état-major à la fin des années soixante. Le général Bangura (en partie temne) était commandant en chef, le lieutenant-colonel Momoh (limba) commandait le 1^{er} Bataillon. Il appartenait à la même ethnie que Stevens, et l'on savait qu'il court-circuitait la hiérarchie pour obtenir l'appui personnel du Premier ministre, alors que l'on disait Bangura sympathisant de l'un des partis d'opposition né d'une scission de l'APC, le *United Democratic Party* (UDP). Les hostilités entre l'APC et l'UDP aggravèrent les relations entre Bangura et Momoh : « Comme en 1967, les clivages entre civils trouvaient un équivalent au sein de l'armée » (28). En mars 1971, la tentative

(27) *Ibid.*, p. 136-137.

(28) *Ibid.*, p. 212-213.

de coup d'État de Bangura échoua ; Bangura fusillé, Momoh devint commandant en chef. Depuis, Stevens appuie les cliques d'officiers pro-APC et a constitué, avec l'aide cubaine, l'*Internal Security Unit* (ISU) qui, bien qu'appartenant à la police, est une force parallèle à l'armée régulière. Ceci n'est pas suffisant pour garantir qu'aucune intervention militaire n'est désormais envisageable.

On a souvent expliqué les coups d'État militaires en Afrique par la corruption des régimes civils. Certes, les coups sont souvent intervenus dans des contextes de crise économique et de corruption. Mais les causes fondamentales ne sont pas là. Des raisons plus sérieuses se trouvent dans les craintes, les ambitions personnelles et les revendications corporatives des militaires. Au Sierra Leone, par exemple, on trouve toujours des raisons personnelles à la base des soulèvements militaires. Le développement de clivages au sein de l'armée, l'articulation entre groupes militaires opposés et groupes civils en conflit (cherchant à accéder ou à conserver le pouvoir) ont constitué le fondement des interventions militaires, répondant à des préoccupations personnelles, particularistes, et non au souci de chasser des régimes inefficaces ou corrompus. S. Decalo a souligné le rôle important joué par les facteurs individuels, tout en se concentrant trop strictement sur ces aspects personnels (29). T.-S. Cox a rappelé que les ambitions personnelles des élites militaires et civiles et les interactions entre cliques constituent les détonateurs des soulèvements. En tout cas, une meilleure compréhension des mobiles des coups d'État militaires permet une meilleure vision de la nature du gouvernement militaire.

Dès lors qu'une clique d'officiers est au pouvoir, elle se comporte à peu près de la même façon que son homologue civil. Une première caractéristique que les gouvernements militaires partagent avec les civils réside dans leur souci fondamental du profit personnel et/ou corporatif. Decalo souligne que l'un des résultats les plus significatifs du gouvernement militaire a été « *la satisfaction des revendications personnelles et collectives de la clique dominante des officiers* » (30).

L'élite au pouvoir, aussi bien civile que militaire, dans bien des pays africains, exploite sa position pour son intérêt personnel. C'est pourquoi la lutte entre factions politiques demeure si intense et virulente.

(traduit par F. Constantin)

(29) S. Decalo, *Coups and Army Rule in Africa, Studies in Military Style*, New

Haven, Yale University Press, 1976.

(30) *Ibid.*, p. 27.